



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/2000/108
11 février 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 9 FÉVRIER 2000, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Veillez trouver ci-joint une lettre datée du 9 février 2000, qui vous est adressée par M. Haris Silajdžić, Coprésident du Conseil des ministres de la Bosnie-Herzégovine (voir annexe), concernant sa proposition relative aux Accords de paix Dayton/Paris, intitulée "Mémorandum sur les impératifs de changement". Il ne s'agit pas là d'une proposition du Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine. Compte tenu toutefois de la position actuellement occupée par M. Silajdžić et du rôle qu'il a joué en tant que négociateur à Dayton, cette proposition est importante et reflète la déception que l'état d'avancement et l'évolution du processus de paix inspirent à un certain nombre de personnes.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Muhamed SACIRBEY

ANNEXE

Lettre datée du 9 février 2000, adressée au Secrétaire général par
le Coprésident du Conseil des ministres de la Bosnie-Herzégovine

Il est clair que des progrès ont été réalisés dans la mise en oeuvre de l'Accord de paix de Dayton, mais ce n'est pas une raison pour fermer les yeux sur la situation actuelle en Bosnie-Herzégovine. Certains des objectifs clefs de l'Accord de Dayton sont encore loin d'être atteints. Il en est ainsi en particulier du retour des réfugiés, de la réintégration de la Bosnie-Herzégovine, de la mise en place d'un système de gouvernance effectif et démocratique et du relèvement économique du pays. Dans la majorité des domaines qui importent, la situation produite par la guerre, le recours à la force et l'anarchie continuent d'exister. Il sera d'autant plus difficile d'instaurer les changements voulus et d'obtenir les résultats attendus que le statu quo résultant de la guerre sera maintenu plus longtemps.

Il est maintenant évident que l'Accord de Dayton lui-même comprend un certain nombre d'erreurs structurelles, résultant des circonstances dans lesquelles il a été élaboré. Au moment où l'Accord a été élaboré, la question de savoir si la Bosnie-Herzégovine avait été victime d'une agression ou le théâtre d'une guerre purement civile était contestable, du moins pour les acteurs internationaux. On a maintenant une réponse à cette question, puisque dans un grand nombre des verdicts du Tribunal chargé de juger les crimes de guerre à La Haye, il est dit qu'il s'agissait d'un conflit international, ce qui signifie que la Bosnie-Herzégovine était victime d'une agression. Le rapport de l'ONU sur Srebrenica ne saurait être plus clair. Au moment de la signature de l'Accord de Dayton, le régime de Belgrade et son dirigeant étaient encore considérés comme des facteurs de paix. De nos jours, après les événements au Kosovo, après l'intervention de l'OTAN et l'inculpation de Milošević par le Tribunal international chargé de juger les crimes de guerre, cette position semble absurde, et il n'y a plus aucune raison de conserver les éléments de son projet de Grande Serbie qui faisaient partie intégrante de l'Accord de Dayton.

Lors de la signature de l'Accord de Dayton, d'importantes concessions ont été faites sur les instances du Gouvernement de la République de Croatie et de son dirigeant de l'époque. Les changements qui se sont produits récemment en Croatie ont montré que les citoyens croates eux-mêmes rejettent les politiques du gouvernement antérieur, en ce qui concerne aussi bien les affaires intérieures que les affaires extérieures.

À l'époque de l'élaboration de l'Accord de Dayton, la guerre en Bosnie-Herzégovine était considérée comme un conflit local, et les plans de paix ont été élaborés dans ce contexte restreint. Quatre ans plus tard, on voit clairement que c'était une crise régionale, et un cadre approprié a été créé sous la forme du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.

Compte tenu des effets limités de l'Accord de Dayton et des nombreux changements fondamentaux qui se sont produits depuis son adoption, il est clair qu'il faut revoir l'ensemble de ce projet, corriger certains de ses défauts structurels et redéfinir ses modalités d'application.

/...

Il est indispensable d'assurer rapidement le retour massif des réfugiés, en toute sécurité, et à cette fin, de définir au préalable des solutions appropriées et d'engager toutes les ressources disponibles.

Il est très important de surmonter la crise constitutionnelle qui se prolonge et qui se manifeste dans les obstacles opposés au fonctionnement des institutions à tous les niveaux, de celui des municipalités à celui des institutions d'État de la Bosnie-Herzégovine en passant par celui des entités. Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que de nouvelles élections suffisent pour faire changer la situation. L'Accord de Dayton, et en particulier son annexe 4, a mis en place un système tel que même les élections ont pour effet de perpétuer l'équilibre des pouvoirs instauré par la guerre. C'est ce qu'ont montré toutes les élections tenues jusqu'ici et, à moins que certains changements ne soient apportés à la structure du système lui-même, de nouvelles élections produiront des résultats analogues. La solution doit donc être trouvée dans l'établissement d'institutions démocratiques normales, dans la poursuite d'une décentralisation fondée sur la création de cantons dans l'ensemble du pays, et dans l'octroi d'un statut égal à tous les peuples qui constituent la Bosnie-Herzégovine.

Il est de la plus haute importance de définir une stratégie bien conçue pour le développement économique de la Bosnie-Herzégovine. En raison de l'absence de cohérence au niveau de la mise en oeuvre de l'Accord de Dayton et des lacunes inhérentes à cet accord, l'intégration économique de la Bosnie-Herzégovine n'est pas encore réalisée, ce qui est l'une des raisons de l'échec des efforts visant à obtenir les résultats attendus dans le domaine économique.

Pour renforcer la paix et la stabilité, il importe de trouver des solutions appropriées à la question de l'organisation des forces armées, qui doivent être restructurées et adaptées aux normes indispensables à leur intégration aux systèmes de défense européens.

Tous ces résultats peuvent être obtenus assez rapidement si les changements qui se sont produits sont pris en compte et si la communauté internationale concentre ses efforts et tire parti des ressources qui sont à sa disposition.

Il est possible de parvenir à un accord à ce sujet avec les pays signataires de l'Accord de Dayton, sous réserve d'un engagement approprié de la part du Conseil de mise en oeuvre de la paix et d'un nouvel élargissement des pouvoirs du Haut Représentant.

Un tel engagement peut conduire à des résultats très constructifs dans un délai raisonnablement court, et notamment :

- Permettre à la Bosnie-Herzégovine de prendre en main sa propre destinée, par l'intermédiaire de ses propres institutions à tous les niveaux, et de consolider et de développer un système démocratique et des relations démocratiques;
- Assurer au moins un niveau élémentaire de protection des droits fondamentaux qui ont été violés pendant la guerre et le génocide,

/...

faciliter le retour des réfugiés et préserver le caractère pluriethnique de la Bosnie-Herzégovine;

- Contribuer à l'instauration d'une paix durable dans la région, dans laquelle la Bosnie-Herzégovine peut devenir un facteur important de réintégration, l'objectif ultime étant l'intégration de la région à l'Europe;
- Encourager et accélérer une évolution positive en Serbie, puisque la situation actuelle en Bosnie-Herzégovine est un des éléments qui soutient le régime de Belgrade;
- Enfin, l'instauration rapide de changements fondamentaux en Bosnie-Herzégovine, dans un sens positif, permettra à la communauté internationale de mener à bien sa mission dans un délai déterminé.

C'est sur la base des raisons exposées ci-dessus que j'ai lancé l'initiative formulée dans le Mémoire sur les impératifs de changement (voir pièce jointe), car j'estime que c'est là le moyen de résoudre durablement la crise en Bosnie-Herzégovine.

Enfin, je suis persuadé que la tenue d'élections dans les présentes circonstances serait une erreur de plus. Tout donne à penser que les élections ne feront que prolonger le statu quo et iront à l'encontre des efforts visant à instaurer des changements fondamentaux.

On ne saurait nier qu'il est inacceptable que la communauté internationale condamne d'un côté l'émergence de partis de droite, alors que de l'autre, elle accepte, en Bosnie-Herzégovine, les résultats du génocide.

(Signé) Haris SILAJDŽIĆ

Pièce jointe

M. HARIS SILAJDŽIĆ

L'Accord de paix de Dayton – un traité
qui reste lettre morte

MÉMOIRANDUM SUR LES IMPÉRATIFS DE CHANGEMENT

La Bosnie-Herzégovine telle qu'elle est aujourd'hui
est trop forte pour disparaître, mais trop faible
pour survivre par ses propres moyens

Sarajevo, le 25 janvier 2000

SITUATION ACTUELLE

Quatre ans après la signature de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine, des résultats positifs peuvent être constatés : avant toutes choses, la cessation des hostilités, mais aussi la stabilisation de la paix, l'investissement de fonds considérables destinés à réparer les dommages de guerre, la liberté de circulation et la mise en oeuvre des annexes relatives aux aspects militaires.

Ces résultats positifs ont été réalisés essentiellement grâce à la participation active et à la présence en force de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine, surtout les principaux pays occidentaux et l'Union européenne.

Pour être objectif, cela dit, il faut bien reconnaître que de nombreuses obligations découlant spécifiquement de l'Accord de Dayton n'ont pas été respectées. En particulier, le retour des réfugiés et des déplacés est très insuffisant. Il est évident que les engagements relatifs au retour des réfugiés et déplacés suscitent une forte résistance, l'idée étant de maintenir, en violation de l'Accord de Dayton, des régions "monoethniques". Alors que le retour est l'un des éléments fondamentaux de l'Accord, le dépeuplement se poursuit, de plus en plus de réfugiés demandant et obtenant un asile et la citoyenneté dans des pays d'Europe, ou émigrant définitivement à l'étranger. Si ceux qui ont été chassés par la force de chez eux ne reviennent pas en beaucoup plus grand nombre, c'est l'objet même du projet de Dayton qui est remis en question. Ceux qui s'opposent au retour comptent que le temps joue en leur faveur et qu'avec les années, les crimes seront oubliés et la situation créée par la force deviendra fait établi.

Un autre engagement n'est pas respecté, celui qui concerne la protection des normes relatives aux droits de l'homme énoncées dans les instruments internationaux. Contrairement à l'Accord de Dayton, des violations des droits de l'homme se produisent dans tout le pays, le plus souvent sous forme de discrimination nationale, religieuse ou politique. L'objet de ces pratiques est

/...

de confirmer qu'une Bosnie-Herzégovine multiethnique n'est plus du domaine du possible.

Les institutions de Bosnie-Herzégovine qui ont été créées en application des dispositions de l'Accord de Dayton ont en fait été bloquées et continuent de l'être. Des dizaines de projets de loi qui sont nécessaires pour normaliser la situation et permettre des changements positifs ont été mis au point, mais il y a plusieurs années que la procédure de présentation au Parlement est bloquée; lorsqu'ils sont soumis à la présidence, au Conseil des ministres ou à l'Assemblée parlementaire, on bloque leur adoption sous prétexte de protéger les intérêts vitaux de la nation. En fait, cette immobilisation des institutions sert les intérêts de ceux qui veulent prouver que la Bosnie-Herzégovine est une impossibilité et que la seule solution est de partager le pays et d'incorporer certaines régions dans des pays voisins. Pour cette raison, les travaux des institutions nationales de Bosnie-Herzégovine ressemblent davantage aux travaux de conférences internationales qu'aux travaux d'organismes d'État.

Sous la pression de la communauté internationale, la majorité des partis politiques et leurs dirigeants affirment être en faveur de l'Accord de Dayton, mais en pratique, ils en révisent le texte, en violent les dispositions et empêchent qu'il soit mis en oeuvre.

Un tel comportement a pour autre résultat évident de perpétuer la désintégration économique de la Bosnie-Herzégovine. La privatisation, condition préalable essentielle au redressement économique, est dans la réalité effectuée presque exclusivement sur une base ethnique, ce qui constitue une autre forme de nettoyage ethnique, celle-ci dans le domaine de propriété.

Cette désintégration peut être observée aussi dans de nombreux autres domaines et l'enseignement, dont le contenu repose sur une base ethnique, risque fort de perpétuer chez les générations futures les haines nationales et religieuses.

La situation est encore compliquée par le fait qu'il existe en réalité trois armées indépendantes, qui ont pour mission non pas de défendre la Bosnie-Herzégovine, mais de maintenir l'équilibre interne réalisé à la fin de la guerre.

Les importantes décisions prises par le Conseil de mise en oeuvre de la paix, en particulier celles qui ont été adoptées à Sintra et à Madrid, sont appliquées extrêmement lentement, voire ne sont pas appliquées du tout, sauf lorsque le Haut Représentant en impose la mise en oeuvre.

Tout cela nous amène à cette question : Qu'est-ce que l'Accord de Dayton en droit international, ou, en d'autres termes, quelle est la place du droit international dans l'Accord de Dayton? Tout traité ou constitution est sujet à révision, à amendement, comme le montrent de nombreux exemples, depuis la Charte des Nations Unies jusqu'à la Constitution des États-Unis d'Amérique.

Les chances de survie de la Bosnie-Herzégovine sont limitées par la structure de Dayton : le déséquilibre entre l'intégrité territoriale, si l'on se

/...

place du point de vue du droit international, et le partage du pays, si l'on se place du point de vue du droit interne.

La Bosnie-Herzégovine telle qu'elle est aujourd'hui est trop forte pour disparaître, mais trop faible pour survivre par ses propres moyens.

POURQUOI MODIFIER L'ACCORD DE DAYTON?

1. L'objectif primordial de l'Accord de Dayton était de mettre fin aux hostilités dans l'ex-Yougoslavie et en Bosnie-Herzégovine. Pratiquement tous les autres éléments de l'Accord étaient subordonnés à cet objectif. Or, l'Accord a été élaboré et signé à un moment où les visées irrédentistes de pays voisins étaient encore très fortes et les protagonistes de ces politiques étaient signataires de l'Accord. Certaines dispositions ont été incorporées parce qu'il fallait faire des concessions aux irrédentistes. Mais, aujourd'hui, on se rend compte qu'elles sont si défectueuses qu'elles remettent en question le projet tout entier.

Quatre ans après la signature de l'Accord de Dayton, la situation dans la région s'est fondamentalement modifiée. En Croatie, les politiques irrédentistes sont discréditées. Les partisans de nouvelles options politiques les ont officiellement reniées et préconisent une attitude radicalement nouvelle à l'égard de la Bosnie-Herzégovine.

En Yougoslavie, ou plutôt en Serbie, l'irrédentisme est en crise. On sait maintenant que c'était une erreur de faire des concessions dans l'Accord de Dayton aux tenants de cette doctrine. La communauté internationale a finalement été obligée d'utiliser des moyens militaires pour faire cesser l'action destructrice de cette politique, qui provoque crimes de guerre et génocide, et le principal tenant de ces visées irrédentistes a été accusé de crimes de guerre par le Tribunal international de La Haye.

Il serait absurde que les éléments de projets irrédentistes de pays voisins restent incorporés dans les Accords de Dayton alors que cette politique et ses principaux défenseurs sont en pleine déroute et sont en fait éliminés de la scène politique.

Il serait illogique de ne pas revoir les dispositions régissant les relations spéciales de la Bosnie-Herzégovine avec les États voisins, alors que la majorité des pays occidentaux, du fait de l'imposition de sanctions, ont suspendu toutes leurs relations avec la Yougoslavie et que le nouveau Gouvernement croate a annoncé des changements fondamentaux et positifs dans son attitude à l'égard de la Bosnie-Herzégovine. Or, l'Accord de Dayton permet à la Bosnie-Herzégovine d'établir des relations spéciales avec des pays voisins mis au ban de la communauté internationale.

Le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est est un autre élément fondamentalement nouveau, qui procède de ce que l'on a enfin compris que les causes de la guerre ne se trouvaient pas en Bosnie-Herzégovine elle-même mais dans les visées irrédentistes de certains pays de la région et que le règlement de la question devait se faire sur une base régionale. Cet aspect n'était pas suffisamment présent à Dayton.

/...

Comme le montre à l'évidence l'évolution dynamique et positive qui se produit dans les pays voisins et dans la région tout entière, il est nécessaire de reconstruire l'Accord de Dayton, de façon à en préserver tous les éléments positifs et à les renforcer.

2. L'Accord de Dayton a été mis au point avec la participation décisive de la communauté internationale, en particulier des principaux pays occidentaux et de l'Union européenne, et il est certain qu'il faut savoir gré à ceux-ci des résultats positifs qui ont pu être obtenus.

Toutefois, le temps a montré que la structure du projet de Dayton est défectueuse à certains égards.

Certes, les partis politiques au pouvoir en Bosnie-Herzégovine et leurs dirigeants sont responsables de nombreuses violations des dispositions de l'Accord de paix et de manoeuvres d'obstruction; toutefois, il serait faux de réduire le problème à une question de personnes. Des élections ont été organisées à deux reprises et de nouveaux responsables ont été élus ou nommés à de nombreuses charges, mais cela n'a pas fondamentalement modifié l'équilibre réalisé par la guerre. Il faut donc souligner que la structure mise en place par l'Accord de Dayton (en particulier par l'annexe 4) est défectueuse et qu'elle restera en place tant que certaines dispositions de l'Accord ne seront pas amendées. Insister avec obstination sur le maintien de ces dispositions, comme le font les nationalistes extrémistes, revient à se tenir à des questions de personnes dénuées de sens. Certaines des dispositions de l'Accord de Dayton reproduisent elles-mêmes les relations et la situation instaurées par la force avant la conclusion de l'instrument et restreignent les possibilités de changement.

Un cercle vicieux est créé de la sorte, puisque l'on attend du processus électoral qu'il permette l'entrée en scène des nouvelles forces politiques appelées à améliorer ces relations, alors que les dispositions relatives à la Constitution jouent en faveur du maintien des facteurs politiques qui tendent à préserver le statu quo et à faire obstacle au changement.

3. Le retour des réfugiés constitue le plus important des éléments que vise l'application de l'Accord de Dayton, de même que le plus important des critères à prendre en considération pour évaluer la valeur des dispositions de l'instrument. Les résultats obtenus à ce jour ne sont pas satisfaisants. Les retours ne se font pas équitablement, mais – en partie du moins – dans une seule direction, les retours à la ville laissant plus particulièrement à désirer. Le temps ne joue pas en faveur du retour. Il décourage au contraire les rapatriés, qui se trouvent dans l'obligation de refaire leur vie dans un cadre nouveau. On notera, à titre d'exemple, que quelque 100 000 réfugiés de Bosnie-Herzégovine cherchent actuellement à obtenir la citoyenneté autrichienne, tandis que 48 réfugiés et personnes déplacées seulement ont jusqu'à présent demandé à participer à la privatisation en Republika Srpska. Certains s'emploient avec cynisme à faire prendre l'obligation de refaire sa vie ailleurs pour une manière de liberté de choix. C'est dissimuler le fait que les intéressés ont été criminellement contraints de quitter leurs foyers, qu'on les empêche maintenant de regagner.

Si les réfugiés ne rentrent pas en nombre suffisant, les crimes qui ont causé leur départ seront récompensés par la préservation de régions monoethniques, et la multiethnicité de la Bosnie-Herzégovine réaffirmée par l'Accord de Dayton sera défaite.

Pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux, pour protéger les droits fondamentaux de l'homme, pour éviter que la criminalité ne soit récompensée et que l'irrédentisme des pays voisins ne ressurgisse, il est essentiel que l'on remanie d'urgence et de façon radicale tous les éléments de l'Accord de Dayton qui ne favorisent pas l'intégration, se sont avérés inefficaces et tendent même à faire obstacle au retour des réfugiés.

4. Il est apparu que certaines des dispositions relatives à la Constitution revêtent un caractère discriminatoire et sont contraires aux normes internationalement applicables en matière de droits de l'homme et aux principes démocratiques généralement acceptés. Comme le montre clairement le projet de loi électorale permanente, elles restreignent le processus de démocratisation en Bosnie-Herzégovine. Ce sont ces dispositions inadéquates, précisément, qui permettent aux tenants de la loi électorale d'agir, bien que le projet de loi contienne manifestement des dispositions propres à aggraver la désintégration de la Bosnie-Herzégovine et à renforcer l'exclusivisme nationaliste.

Fait très révélateur, le SDS – parti qui, des débuts de la crise dans l'ex-Yougoslavie à l'intervention internationale contre Milosević, en passant par la conclusion de l'Accord de Dayton, a rejeté toutes les propositions de la communauté internationale – accepte maintenant, sans réserve aucune, ou peu s'en faut, le projet de loi électorale permanente. Il est certain que le SDS n'a pas changé de politique, et qu'il voit en fait dans le projet de loi un moyen de raffermir sa position et ses politiques.

La communauté internationale, et en particulier les pays dirigeants, créateurs et garants de l'Accord de Dayton, ne doivent donner ni alibi, ni légitimité à ces processus. C'est pourquoi il est essentiel d'apporter certaines modifications à l'Accord de Dayton, en particulier à l'annexe 4.

Puisque nous nous trouvons dans une situation où la communauté internationale doit imposer certaines mesures, il est raisonnable que ce soient des normes européennes qui soient imposées, plutôt qu'un concept rétrograde. Voilà comment pourrait s'offrir la possibilité d'une européanisation dynamique de la Bosnie-Herzégovine, qui constitue l'objectif ultime. Pareille approche signalerait un changement d'orientation bénéfique de la part des dirigeants des pays occidentaux en ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine.

5. Toutes choses étant prises en considération, la politique de lente et progressive application de l'Accord de Dayton ne porte plus guère de fruits. Si l'on veut éviter que le projet de Dayton ne soit transformé en son contraire, il est essentiel d'en accélérer de façon sensible l'application, ainsi que d'en remanier certains éléments afin d'en aligner l'esprit sur la situation actuelle.

Voilà comment pourront être préservées les valeurs durables proclamées par l'Accord de Dayton – édification d'institutions démocratiques, instauration de l'état de droit, respect des droits de l'homme, économie de marché, caractère

/...

multiethnique de la société de Bosnie-Herzégovine, pleine et entière protection de l'identité nationale et de l'égalité de ses peuples, préservation de l'intégrité territoriale, de la souveraineté, de l'indépendance politique et de la continuité internationale de la Bosnie-Herzégovine, forte décentralisation.

Ces valeurs et principes énoncés dans l'Accord de Dayton ne doivent pas être remis en cause, comme ils le seront si l'on s'obstine à insister sur l'immutabilité de certaines dispositions inadéquates et défectueuses qui sont contraires, en fait, à l'essence de l'instrument.

PROPOSITIONS

I. L'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine est un traité à caractère exécutoire, si bien que la volonté de le modifier et de le réaménager ne diminue en rien la détermination à en appliquer les dispositions jusqu'à ce que les changements envisagés aient été apportés de telle façon que la validité juridique et politique en soit assurée.

Il n'est contraire à aucune disposition de l'Accord de Dayton d'envisager d'en revoir certaines dispositions et de les améliorer. Rejeter et condamner des initiatives transparentes et réglées tendant à ce que l'Accord de Dayton soit revu et réaménagé tout en tolérant les agissements de ceux qui disent soutenir l'instrument mais le violent et y font obstruction dans la pratique n'a pas de sens.

La proposition du Conseil de mise en oeuvre de la paix et des pays observateurs, garants de l'Accord, tendant à procéder à une évaluation critique des éléments de l'Accord qui se sont avérés inadéquats et à chercher et proposer des dispositions mieux conçues et plus acceptables qui ne remettent pas en cause les principes fondamentaux et les valeurs de l'instrument est légitime et politiquement justifiée.

II. Il importe que soient cherchées des solutions qui permettent de corriger, d'améliorer ou de modifier certaines des dispositions des annexes 4 et 7 en vue :

- De faciliter le retour rapide et massif des réfugiés et personnes déplacées;
- D'édifier des institutions démocratiques fondées sur le principe de la primauté du droit et du respect des droits de l'homme;
- D'assurer l'égalité de statut et de droit à chacune des trois nations constitutives de la Bosnie-Herzégovine;
- De permettre la mise en place et le bon fonctionnement de toutes les institutions de Bosnie-Herzégovine qui sont essentielles à la protection de l'intégrité et de la souveraineté du pays et à son intégration régionale et européenne;

/...

- De prémunir le système électoral contre la discrimination nationale et d'éliminer les éléments qui militent en faveur de formules politiques extrémistes et nationalement exclusivistes;
- D'assurer la réintégration économique du pays et d'établir un marché unique en Bosnie-Herzégovine, ainsi que d'accélérer le processus de privatisation sans discrimination fondée sur la nationalité ou sur quelque autre raison que ce soit;
- De mettre en train un processus de décentralisation accrue, sur le modèle cantonal, dans toute la Bosnie-Herzégovine;
- De trouver un moyen d'intégrer toutes les unités militaires de Bosnie-Herzégovine;
- D'assurer des relations d'égalité avec les pays voisins, conformément aux principes généralement acceptés du droit international et à la nouvelle conception de la stabilité régionale.

III. La révision et l'amélioration de certaines des dispositions de l'Accord doivent viser à créer les conditions voulues pour que puisse être menée une action efficace qui donne rapidement des résultats probants quant à la mise en oeuvre de l'Accord de Dayton, stabilisant ainsi la situation en Bosnie-Herzégovine et permettant que la mission militaire de la communauté internationale y prenne fin à raisonnablement brève échéance. Une dynamique doit parallèlement être définie, qui permette à la communauté internationale de s'acquitter des engagements qu'elle a pris en ce qui concerne la mise en oeuvre civile de l'Accord de Dayton. Le résultat final doit résider dans la transformation qualitative de la Bosnie-Herzégovine sur le plan intérieur et son intégration à l'Europe.
